

AKTUELL

FACE À L'EXTRÊME DROITE

« Nous voulons une France joyeuse »

Fabien Grasser

Le premier tour des élections législatives françaises se déroule ce dimanche. Face au péril de voir l'extrême droite arriver au pouvoir dans deux semaines, les partis de gauche se sont coalisés au sein du Nouveau Front populaire (NPF). Sa candidate pour la circonscription des Français-es du Benelux était en meeting à Luxembourg, mardi.

La salle s'est d'abord remplie timidement, puis il a fallu ajouter des chaises, qui se sont à leur tour avérées insuffisantes pour contenir tout le public. Mardi, en fin d'après-midi, c'est dans le cadre plutôt chic du Café français, situé dans l'hypercentre de la capitale, que Cécilia Gondard a tenu un meeting électoral du Nouveau Front populaire (NPF) pour les élections législatives anticipées, dont les deux tours se tiendront les dimanches 30 juin et 7 juillet. Membre du parti socialiste, elle est candidate au poste de députée dans la quatrième circonscription des Français-es de l'étranger, qui englobe le Benelux. Depuis 2017, la circonscription penche plutôt en faveur du camp macroniste, avec l'élection à deux reprises du député Pieyre-Alexandre Anglade. Mais les résultats des européennes du 9 juin peuvent présager une victoire de la candidate NPF, la liste Macron ne l'ayant emporté, chez le Français-es du Benelux, que d'une très courte tête sur celle du parti socialiste, alors même que la gauche était totalement désunie.

Pour ce scrutin législatif, Cécilia Gondard, qui réside à Bruxelles, porte les couleurs de la large union de la gauche française, construite en un temps record de deux jours, après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron, le 9 juin. Cette alliance, qui va du PS au parti d'extrême gauche NPA, paraissait très improbable il y a encore quelques semaines. Mais il y a péril en la demeure et, dans un réflexe qui lui est habituel, la gauche française s'est rassemblée autour d'un impératif : faire barrage à l'extrême droite, plus précisément au Rassemblement national (RN), sorti grand vainqueur des européennes, où il a obtenu près d'un tiers des votes. Par sa décision inconséquente de dissoudre l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a pris le risque de voir le parti lepéniste accéder au pouvoir dans deux semaines, avec Jordan Bardella comme premier ministre.

Pour conjurer cette menace, Cécilia Gondard veut « combattre le

RN par les idées ». Elle dresse la longue liste des votes par lesquels le parti d'extrême droite s'est opposé, depuis deux ans, à des mesures de progrès social portées par la gauche, alors même qu'il se pose en protecteur des classes populaires : hausse du smic, gel des prix de première nécessité, taxe sur les logements vacants, etc. « Ils n'ont pas fait mieux sur l'écologie, dont on ne parle plus beaucoup, en s'opposant à l'interdiction du glyphosate ou à une surtaxe sur les jets privés », poursuit la quadragénaire, insistant sur le fait que, sur tous ces sujets, le RN a voté de la même façon que la majorité présidentielle.

Le discours de Frieden

Pour cette élection, le NPF a cependant autre chose à proposer qu'une simple revue des méfaits politiques du RN et de la persistance de son idéologie raciste. « Nous voulons une France joyeuse », lance Cécilia Gondard pour résumer le programme chiffré de l'alliance de gauche. Hausse du smic à 1.600 euros, abrogation de la réforme des retraites, indexation des salaires figurent en tête du programme du NPF. Ce dernier entend compenser les dépenses sociales par un retour à la justice fiscale, en taxant davantage les riches ou les superprofits des multinationales, dont l'imposition a considérablement baissé depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Plus largement, sur le plan économique, le NPF veut promouvoir une politique de la demande, plutôt que de l'offre avec son lot de mesures austéritaires. Le retour de Keynes en somme.

Avant de prendre la parole, Cécilia Gondard reçoit le soutien de l'ancien secrétaire d'État au Budget de François Hollande, le socialiste Christian Eckert, venu en voisin depuis Briey, où il réside. Il y a aussi Franz Fayot, député LSAP et ancien ministre de l'Économie, qui dit sa « grande inquiétude dans ce moment grave ». « L'arrivée au pouvoir du RN en France ne serait pas sans incidence pour le Luxembourg », prévient l'élu socialiste. Il s'inquiète plus généralement de la montée du nationalisme dans toute l'Europe et de la diffusion de ses idées. Elles infusent « même au Luxembourg », selon lui : « Lors de la fête nationale, Luc Frieden a prononcé cinq fois le mot nation dans son discours », relève-t-il, affirmant qu'il s'agit d'un fâcheux précédent dans des propos tenus par un premier ministre luxembourgeois.

SHORT NEWS

François Bausch tire sa révérence

(fg) – François Bausch, figure historique des verts, a annoncé qu'il met fin à sa carrière politique, à l'issue de 35 ans d'engagement au service de la cause écologique. « Après mûre réflexion, j'ai décidé qu'à 67 ans il était temps de réorienter ma vie, afin de consacrer plus de temps à ma famille », écrit François Bausch dans un communiqué publié mardi 25 juin. Réélu député en octobre, il cédera son mandat le 10 juillet à Djuna Bernard, actuelle coprésidente de Déi Gréng. « Pendant 18 ans, j'ai occupé des postes exécutifs où j'ai pu directement mettre en œuvre mes idées dans l'intérêt de la société », affirme François Bausch, citant ses fonctions d'échevin à la Ville de Luxembourg (2005 à 2013), de ministre puis de vice-premier ministre (2013 à 2023). Ses réalisations majeures sont la construction du tram à Luxembourg et la gratuité des transports publics dans tout le pays. François Bausch continuera à militer et à apporter son expérience au parti, a-t-il par ailleurs déclaré. Depuis qu'il a rejoint Déi Gréng en 1986, la formation a connu des fortunes diverses et a participé au gouvernement pendant dix ans, grâce à ses bons résultats obtenus aux législatives en 2013 et 2018. Mais le parti a encaissé un sérieux revers aux dernières élections parlementaires, voyant son nombre de député·es réduit de neuf à quatre. François Bausch ne lie pas son départ à ces mauvais résultats, mais affirme qu'il attendait le bon moment pour annoncer sa décision. Il part donc trois semaines après les élections européennes, auxquels il était candidat et à l'issue desquelles Déi Gréng a conservé le siège d'eurodéputé de Tilly Metz.

Antisemitismus in Deutschland: Sprunghafter Anstieg

(tf) – Der Antisemitismus in Deutschland ist 2023 drastisch angestiegen: 4.782 Vorfälle hat der „Bundesverband der Recherche- und Informationsstellen Antisemitismus“ (Rias) im vergangenen Jahr registriert. Gegenüber dem Vorjahr entspricht das einer Zunahme von über 80 Prozent. Das geht aus dem am vergangenen Dienstag in Berlin vorgestellten Jahresbericht der Organisation hervor. Mehr als die Hälfte der Vorfälle habe nach den Terrorangriffen der Hamas am 7. Oktober stattgefunden. Besonders drastisch sei dies hinsichtlich der Gewaltdimension: Rund zwei Drittel aller Fälle von extremer Gewalt, Angriffen und Bedrohungen wurden nach diesem Datum ausgeübt. „Mit dem 7. Oktober 2023 begann für viele Jüdinnen_Juden eine neue Zeitrechnung: Ihr Leben teilt sich in ein Davor und ein Danach“, heißt es in dem Bericht. Viele von ihnen seien vermehrt auch im persönlichen Umfeld betroffen, etwa am Arbeitsplatz oder in den Bildungseinrichtungen, die sie besuchen. „Die Erfahrungen der Rias-Meldestellen zeigen, dass es vor allem die Kontinuität von Antisemitismus ist, die diesen für Betroffene zu etwas macht, das ihren Alltag prägt“, heißt es in dem Text weiter. Zu den drastischsten Gewalttaten zählen ein Brandanschlag auf ein jüdisches Gemeindezentrum in Berlin sowie zwei Brandanschläge auf das Haus einer jüdischen Familie im Ruhrgebiet im Oktober.

Europas Gewerkschaften gegen Rechts

(tf) – Gewerkschaftsvorsitzende aus ganz Europa warnen davor, mit der Rechten zu kooperieren. „Die extreme Rechte behauptet ständig und unaufrichtig, die werktätigen Menschen zu unterstützen, während sie in Wirklichkeit ihre Gewerkschaften und ihre demokratischen Rechte angreift und die Menschenrechte und insbesondere die Rechte der Frauen abbaut“, heißt es in einer Erklärung, die der Europäische Gewerkschaftsbund (ETUC) kurz vor dem am gestrigen Donnerstag begonnenen Gipfel der Staats- und Regierungschefs in Brüssel veröffentlicht hat. Dort geht es auch um die Vergabe der Spitzenposten in der EU. Es gilt als ausgemacht, dass man Ursula von der Leyen für eine zweite Amtszeit als EU-Kommissionspräsidentin nominieren wird. In einem zweiten Schritt benötigt sie dann eine absolute Mehrheit im Europaparlament, bei der sie wohl auch auf Stimmen aus den Fraktionen der extremen Rechten spekuliert (siehe Artikel „Strategischer Schulterschluss“ in woxx 1790). Bei der Wahl in dieses Amt gibt es nur einen Versuch; scheitert von der Leyen, muss der Rat der EU einen neuen Kandidaten oder eine Kandidatin bestimmen. Die europäischen Gewerkschaften kündigen an, bei den anstehenden politischen Manövern genau hinzugucken: „Wir wissen, dass wir unsere kollektive Macht nicht dadurch erhalten, dass wir zulassen, dass Hass uns auseinandertreibt, sondern indem wir uns zusammenschließen, um die Mächtigen zur Verantwortung zu ziehen“, so ETUC-Generalsekretärin Esther Lynch.